

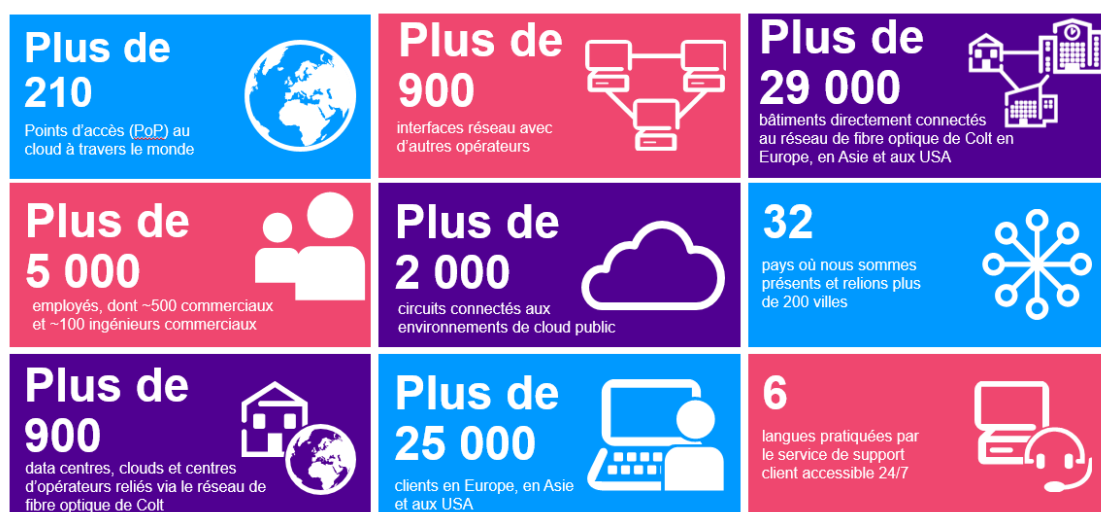
# Consultation publique sur un projet de décision modifiant la décision n° 2018-0170 du 22 février 2018 relative à la collecte d'informations concernant le déploiement et la commercialisation des réseaux fixes à haut et très haut débit

Ce document est public. Les éléments protégés par le secret des affaires sont signalés de la façon suivante : [SDA ...]

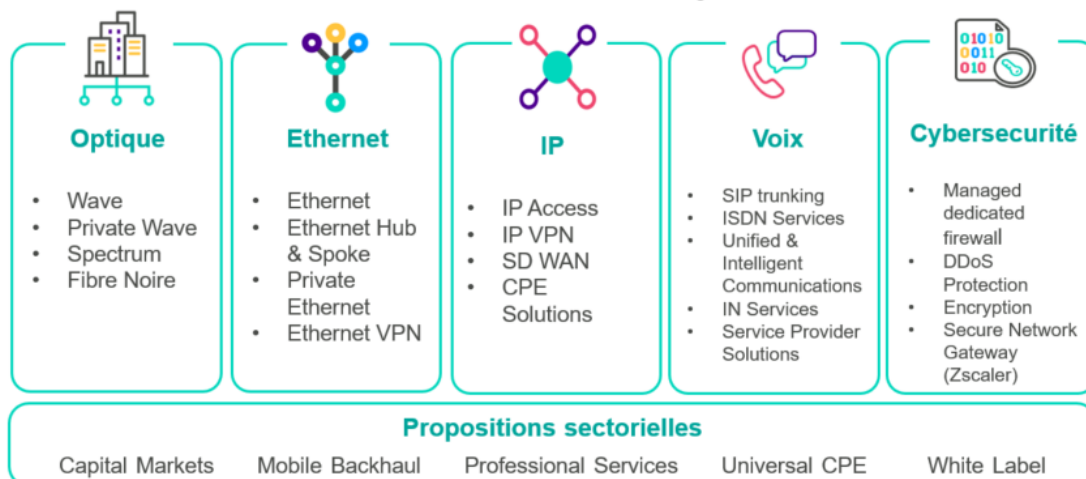
## Présentation de Colt Technology Services

Colt Technology Services (ci-après « Colt ») est un opérateur d'envergure internationale, présent dans plus de 30 pays, dédié à la satisfaction des besoins des entreprises.

Les services qu'il propose à ses clients, principalement en Europe mais également en Amérique du Nord et en Asie, incluent la fourniture de connectivité à haut et très haut débit, la téléphonie fixe et l'hébergement à destination tant des clients entreprises (marché de détail) que des opérateurs de communications électroniques adressant également la clientèle entreprises (marché de gros).



### Colt en quelques chiffres



### Offres de Colt

Colt se positionne avant tout sur le haut du marché entreprises en fournissant essentiellement des services avec une qualité de service élevée (garanties fournies en termes de débit, de résilience de sécurité, d'interruption maximale de service, de temps de rétablissement en cas d'incident, etc.) et en proposant des offres répondant aux besoins spécifiques et complexes des entreprises.

Ces besoins varient selon les services demandés (connectivité, IP, téléphonie, etc.) mais également selon le nombre et le type de sites à desservir et le niveau de fiabilité exigé pour les raccordements (par ex., multi-accès aux fins de sécurisation). Les clients relèvent de secteurs d'activité variés, dont certains pour lesquels la fourniture de services de haute qualité revêt une importance vitale (services financiers, e-commerce, médias, etc.).

Le réseau et les clients de Colt (notamment leurs besoins multi-sites) sont illustrés dans le schéma ci-dessous.

[SDA]

Colt est présent en France depuis 1997. Il y investit dans le déploiement de ses propres infrastructures de génie civil, de dégroupage et de fibre optique, en déployant son réseau dans les grandes villes (Paris, Lyon, Marseille et leur périphéries). Lorsque les conditions techniques et économiques le permettent, Colt fait toujours le choix d'investir dans son réseau propre pour pouvoir faire jouer pleinement sa capacité de différenciation et répondre aux besoins de ses clients. Ce n'est que lorsque ces conditions ne sont pas réunies qu'il a recours à des offres d'accès, passif ou activé, proposées par des opérateurs tiers et notamment, en France, par Orange.

En effet, pour satisfaire la demande de ses clients, qu'ils relèvent du marché de détail ou du marché de gros, il est indispensable pour Colt – et plus généralement pour les opérateurs purement entreprises – de pouvoir disposer d'une diversité d'offres, basées tant sur son réseau et ses investissements en propre que sur les offres, régulées ou commerciales, d'opérateurs tiers.

Plus précisément, les offres de Colt basées sur son réseau ou investissement en propre dans les zones de Paris, Lyon et Marseille sont constituées :

- majoritairement d'infrastructures en fibre optique bâties entièrement par Colt, sur la base notamment d'offres régulées d'accès à l'infrastructure de génie civil d'Orange (Colt possède aujourd'hui en France un réseau étendu en fibre optique de plus de [SDA]) ;
- de ses investissements dans le dégroupage pour assurer une présence locale dans les nœuds de raccordement d'abonnés (ci-après « NRA ») d'Orange ([SDA]).

A ce jour, environ [SDA] accès de Colt sont construits sur la fibre optique, dont [SDA] sur la base de ses propres infrastructures.

Les offres de Colt desservant des sites non directement accessibles depuis son réseau sont construites majoritairement sur la base d'offres de gros régulées d'accès activé, principalement les offres de services de capacités sur fibre optique dédiée (architecture de boucle locale optique dédiée dite « BLOD ») et sur cuivre.

[SDA]

## Commentaires de Colt

Colt remercie l'Autorité de lui donner l'opportunité de formuler des commentaires sur les évolutions envisagées concernant la collecte d'informations sur les réseaux fixes. Ses

observations concernent les évolutions présentées aux points 3.3.1, 3.3.2 et 3.3.3 du projet de décision ainsi qu'au point C de la nouvelle annexe 13.

### Ajout d'une distinction entre les durées de garantie de temps de rétablissement pour les données collectées au niveau national

La qualité de service est un axe majeur de la stratégie de Colt. [SDA]

Colt attire par ailleurs l'attention de l'Autorité sur le fait que, du point de vue contractuel, une GTR de 4h vendue par un opérateur donné n'est pas forcément identique à celle d'un autre opérateur. En effet, les opérateurs introduisent dans leurs documents contractuels des définitions de la GTR qui peuvent différer sur plusieurs points importants, tels que :

- le point de départ du délai de GTR (par exemple : envoi ou réception du ticket d'incident) ;
- les exceptions aux garanties prévues (par exemple : nécessité de l'intervention d'un opérateurs tiers qui rend le délai inopposable).

Cela peut conduire, en pratique, à des divergences très importantes dans l'application des GTR ainsi que dans les indicateurs relatifs au respect des GTR.

### Collecte d'informations supplémentaires sur la boucle locale optique dédiée

L'Autorité envisage de demander de distinguer les accès vendus, sur les marchés de gros et détail, à partir du réseau propre de l'opérateur ainsi que le nombre d'accès vendus sur le marché de détail à partir d'un accès acheté à un tiers sur le marché de gros.

Colt est en capacité de transmettre les nombres d'accès vendus dans chacune de ces catégories et ne s'oppose pas à leur fourniture. En revanche, Colt considère qu'il ne serait pas proportionné de demander le code INSEE pour chacun des accès concernés. Si Colt fournit déjà ces informations pour ce qui concerne les accès commercialisés à partir de son réseau propre (*on net*), c'est au prix d'un travail fastidieux et chronophage, puisqu'il nécessite une intervention manuelle pour identifier le code INSEE de chaque accès. En effet, le code INSEE étant une spécificité française, il ne fait pas (et ne fera jamais) partie des informations traitées par nos systèmes d'information, conçus pour gérer nos données dans la trentaine de pays où nous proposons des services. La fourniture des codes INSEE pour chaque accès de détail commercialisé à partir d'une offre de gros d'un opérateur tiers représenterait ainsi un travail supplémentaire considérable (plusieurs dizaines d'heures) puisqu'il faudrait traiter manuellement des milliers d'accès.

C'est pourquoi Colt propose que le code postal, qui est une donnée traitée par nos systèmes d'information, puisse être fourni à la place du code INSEE.

### Collecte d'informations spécifiques aux nœuds de raccordement optique où un accès de haute qualité fourni sur les réseaux FttH est commercialisé sur le marché de détail ou sur le marché de gros activé

L'Autorité envisage de demander à l'ensemble des opérateurs mentionnés aux articles 2 et 5 de la décision n° 2018-0170, qu'ils soient opérateurs d'infrastructure, opérateurs commerciaux sur les réseaux FttH ou simplement opérateurs acheteurs d'accès activé, de fournir des informations concernant l'identifiant du nœud de raccordement optique (NRO) où il existe au moins une

commercialisation effective d'un accès de haute qualité, d'une part, sur le marché de détail et, d'autre part, sur le marché de gros activé.

Colt considère qu'il n'est pas proportionné de demander à deux acteurs différents – l'opérateur vendeur et l'opérateur acheteur – de fournir la même information, alors que l'opérateur vendeur est le mieux placé pour la fournir.

En outre, l'opérateur acheteur d'une offre d'accès activé, livrée en amont du NRO, ne dispose pas nécessairement de l'information sur l'identification du NRO correspondant à un accès donné, à moins de la demander à l'opérateur offreur.

Pour ces raisons, Colt souhaiterait que l'Autorité précise que les opérateurs ayant uniquement souscrit à des offres d'accès activé ne sont pas tenus de fournir les informations relatives à l'identification du NRO.

### Information prévisionnelle relative à la fermeture du cuivre

L'Autorité envisage de demander aux opérateurs d'infrastructure, ainsi qu'aux collectivités et à leurs groupements qui le souhaiteraient, « *des informations relatives à leur appréciation de l'éligibilité des communes de leur zone d'intervention à la fermeture du réseau cuivre* », au sens des critères fixés par l'analyse du marché 1 (ex 3a) en vigueur.

S'il est nécessaire et justifié que l'Arcep dispose des informations relatives au taux de couverture FttH d'une commune donnée et d'autres données objectives (nombre d'accès sur le cuivre grand public et entreprises sur la commune, etc.), Colt s'étonne que l'Arcep fasse référence de façon générale à « l'éligibilité » de la commune à la fermeture du cuivre (sans que l'on sache, d'ailleurs, s'il s'agit de la fermeture commerciale et/ou technique). En effet, parmi les critères définis par l'analyse de marché en vigueur, s'agissant du marché entreprises, figure l'existence d'offres de gros d'accès activé FttH « *permettant de répondre aux besoins des clients entreprises* », d'accès (passif) de haute qualité sur fibre « *présentant des conditions tarifaires et techniques comparables aux offres SDSL sont disponibles sur la zone* » et d'accès activé de haute qualité sur FttH.

Or, Colt estime qu'il n'appartient pas à l'opérateur d'infrastructure (y compris et surtout s'il s'agit d'Orange) de déterminer si les offres disponibles dans une zone donnée (y compris celles proposées par des opérateurs tiers) correspondent aux offres mentionnées par l'analyse de marché, d'autant moins que les critères permettant d'apprécier si une offre présente des conditions « *comparables aux offres SDSL* » ou « *permettant de répondre aux besoins des entreprises* » n'ont pas été précisément définis.

A cet égard, Colt renvoie aux commentaires formulés dans sa réponse à la consultation publique sur le bilan et les perspectives de régulation pour le prochain cycle, dans laquelle il appelait, d'une part, à la constitution d'un groupe de travail, réuni sous l'égide de l'Arcep, dédié aux problématiques engendrées par la fermeture du réseau de cuivre sur le marché entreprises – qui pourrait en particulier procéder à l'examen poussé des conditions techniques, économiques et opérationnelles des offres de gros dont la disponibilité et l'effectivité doivent être garanties préalablement à la fermeture du cuivre – et, d'autre part, à ce que l'Arcep fasse part de sa propre appréciation du respect des critères qu'elle a définis, et notamment de la disponibilité effective d'offres sur fibre optique permettant une véritable substituabilité avec les offres sur cuivre.